

	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE	<i>Délibération</i>
	Séance publique du 21 décembre 2018	N° 2018-821

Convocation du 14 décembre 2018

Aujourd'hui vendredi 21 décembre 2018 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

M. Alain JUPPE, M. Alain ANZIANI, Mme Dominique IRIART, M. Christophe DUPRAT, Mme Virginie CALMELS, Mme Christine BOST, M. Michel LABARDIN, M. Patrick BOBET, M. Franck RAYNAL, M. Jacques MANGON, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, M. Patrick PUJOL, Mme Anne-Lise JACQUET, Mme Claude MELLIER, M. Michel DUCHENE, Mme Brigitte TERRAZA, M. Jean TOUZEAU, Mme Anne WALRYCK, M. Dominique ALCALA, M. Max COLES, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Véronique FERREIRA, M. Michel HERITIE, Mme Andréa KISS, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, M. Kévin SUBRENAT, M. Alain TURBY, M. Jean-Pierre TURON, M. Michel VERNEJOUL, Mme Josiane ZAMBON, Mme Emmanuelle AJON, Mme Cécile BARRIERE, Mme Léna BEAULIEU, Mme Maribel BERNARD, M. Jean-Jacques BONNIN, Mme Isabelle BOUDINEAU, M. Jacques BOUTEYRE, Mme Marie-Christine BOUTHEAU, Mme Anne BREZILLON, M. Nicolas BRUGERE, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, M. Didier CAZABONNE, Mme Anne-Marie CAZALET, Mme Chantal CHABBAT, M. Gérard CHAUSSET, Mme Solène CHAZAL-COUCAUD, Mme Brigitte COLLET, Mme Emmanuelle CUNY, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Michèle DELAUNAY, M. Stéphan DELAUX, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, Mme Michèle FAORO, M. Vincent FELTESSE, M. Marik FETOUH, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, Mme Magali FRONZES, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Jean-Pierre GUYOMARC'H, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, Mme Martine JARDINE, M. François JAY, M. Bernard JUNCA, M. Bernard LE ROUX, Mme Anne-Marie LEMAIRE, M. Pierre LOTHAIRE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Eric MARTIN, M. Jacques PADIE, Mme Christine PEYRE, Mme Arielle PIAZZA, M. Michel POIGNONEC, Mme Dominique POUSTYNNIKOFF, M. Benoît RAUTUREAU, Mme Marie RECALDE, M. Fabien ROBERT, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Alain SILVESTRE, Mme Gladys THIEBAULT, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, M. Serge TURNERIE, M. Thierry TRIJOLET, Mme Marie-Hélène VILLANOVE.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:

M. Jean-François EGRON à Mme Josiane ZAMBON
Mme Agnès VERSEPUY à Mme Anne-Lise JACQUET
M. Erick AOUIZERATE à M. Alain CAZABONNE
Mme Odile BLEIN à M. Max GUICHARD
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA
Mme Nathalie DELATTRE à M. Yohan DAVID
M. Franck JOANDET à M. Clément ROSSIGNOL-PUECH
Mme Conchita LACUEY à Mme Michèle FAORO
Mme Emilie MACERON-CAZENAVE à M. Eric MARTIN
M. Thierry MILLET à M. Daniel HICKEL
M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM à Mme Dominique POUSTYNNIKOFF
Mme Elisabeth TOUTON à Mme Karine ROUX-LABAT

PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :

Mme Emmanuelle AJON à Michèle DELAUNAY à partir de 11h45
Mme Maribel BERNARD à M. Stéphan DELAUX jusqu'à 10h20
M. Jean-Jacques BONNIN à Mme Dominique IRIART à partir de 11h55
Mme Isabelle BOUDINEAU à M. Arnaud DELLU à partir de 10h45
Mme Marie-Christine BOUTHEAU à Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE à partir de 12h20
Mme Anne BREZILLON à Mme Gladys THIEBAULT à partir de 12h15
M. Nicolas BRUGERE à M. Benoît RAUTUREAU à partir de 11h30
Mme Virginie CALMELS à Mme Brigitte COLLET à partir de 12h15
M. Didier CAZABONNE à M. Jacques BOUTEYRE à partir de 11h45
Mme Anne-Marie CAZALET à M. Nicolas FLORIAN jusqu'à 11h00
Mme Solène CHAZAL à Mme Emmanuelle CUNY à partir de 12h20
M. Yohan DAVID à M. Jean-Louis DAVID à partir de 12h20
Mme Nathalie DELATTRE à Mme Maribel BERNARD à partir de 12h20
Mme Laurence DESSERTINE à Stéphan DELAUX à partir de 12h15
M. Michel DUCHENE à M. Dominique ALCALA à partir de 12h15
Mme Magali FRONZES à M. Philippe FRAILE MARTIN à partir de 11h30
M. Michel HERITIE à Mme Béatrice DE FRANCOIS à partir de 12h00
Mme Dominique IRIART à Mme Chantal CHABBAT de 10h00 à 11h30
Mme Martine JARDINE à M. Thierry TRIJOLET à partir de 9h30
Mme Andréa KISS à Mme Véronique FERREIRA à partir de 12h30
M. Pierre LOTHAIRE à Mme Cécile BARRIERE à partir de 11h30
Mme Zeineb LOUNICI à M. Franck RAYNAL à partir de 12h15
M. Jacques MANGON à M. Patrick BOBET à partir de 12h15
Mme Arielle PIAZZA à M. Guillaume GARRIGUES à partir de 12h15
M. Michel POIGNONEC à M. Max COLES à partir de 12h30
M. Alain SYLVESTRE à Mme Marie-Hélène VILLANOVE à partir de 11h45

M. Jean-Jacques PUYOBRAU à M. Jean TOUZEAU à partir de 12h00
M. Benoît RAUTUREAU à M. Guillaume GARRIGUES jusqu'à 10h25
Mme Anne-Marie TOURNEPICHE à M. Gérard DUBOS à partir de 12h30

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

LA SEANCE EST OUVERTE

	Conseil du 21 décembre 2018	<i>Délibération</i>
	Secrétariat général Direction Contrôle de gestion	<i>N° 2018-821</i>

Gertrude - Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économie mixte au titre de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales - Rapport 2018 - Exercice 2017 - Information

Monsieur Patrick PUJOL présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport est celui des représentants de Bordeaux Métropole désignés comme administrateurs au sein de la S.A.E.M. (Société anonyme d'économie mixte) GERTRUDE. Il se propose de faire un point synthétique sur la société.

Bordeaux Métropole est le premier actionnaire avec 51 % du capital. La ville de Bordeaux détient 7 % du capital.

Trois chapitres seront traités successivement :

Le premier chapitre, relatif à la vie sociale, énoncera les principales décisions prises en Conseil d'administration (CA) et en Assemblée générale (AG) à compter du 1^{er} janvier 2017 jusqu'à la date de rédaction de ce rapport.

Le deuxième chapitre s'arrêtera sur les relations contractuelles de la société avec l'établissement public de la Métropole.

Enfin, le troisième chapitre fera le point sur la situation financière de la société sur la base des derniers comptes arrêtés. Ce point intègre les comptes 2017, qui ont été présentés au CA du 12 juin 2018 et qui ont été approuvés par l'AG le 27 juin 2018.

Une fiche d'identité de la S.A.E.M. GERTRUDE est annexée au présent rapport.

I – VIE SOCIALE

Les points principaux de la vie sociale de la société sur la période allant du début du dernier exercice comptable arrêté (01/01/2017) à la date d'établissement du présent rapport sont présentés sous une forme synthétique dans le tableau qui suit.

RÉUNIONS DES ORGANES SOCIAUX	2017 *	2018 *
Nombre de réunions du Conseil d'administration (CA)	1	1
Nombre de réunions de l'Assemblée générale (AG) (dont AG Mixte)	1	1
Nombre de commissions consultatives	0	0
CHANGEMENT D'ADMINISTRATEUR	2017 *	2018 *
Publics	Non	Non
Privés	Non	Non
ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL	2017 *	2018 *
Changement du montant du capital	Non	Non
Modification de la répartition du capital entre actionnaires	Non	Non

* Jusqu'à la date de rédaction du rapport

PRINCIPALES DECISIONS 2018		
Instance	Date	Nature de la décision prise
AGO ⁽¹⁾	27/06/2018	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation des comptes de l'exercice 2017 et affectation du résultat en report à nouveau après présentation du rapport de gestion et des rapports du commissaire aux comptes ; - Désignation, pour six exercices, soit jusqu'au jour de l'Assemblée générale tenue de statuer sur les comptes de l'exercice 2023, comme Commissaire aux Comptes, Titulaire, la Société KPMG SA, Tour EQHO – 2 Avenue Gambetta – CS 60055 - 92066 Paris La Defense Cedex <p>L'Assemblée générale, après avoir entendu que, le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire étant assuré par la Société KPMG SA, il n'est plus nécessaire de désigner un Commissaire aux Comptes suppléant, en prend acte purement et simplement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approbation du procès-verbal de l'AG du 27/06/2017.

CA ⁽³⁾	12/05/2018	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation du procès-verbal de l'AG du 09/06/2016 ; - Présentation des comptes de l'exercice 2017 et proposition d'affectation du résultat ; - Point sur la situation de la filiale Gertrude Algérie EURL (abandon de créance) ; - Présentation des perspectives 2018. - Adoption de l'ordre du jour de la prochaine AGO.
-------------------	------------	--

PRINCIPALES DECISIONS 2017		
Instance	Date	Nature de la décision prise
AGM ⁽³⁾	27/06/2017	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation de l'extension de l'objet social à « l'accomplissement de tous les services d'élaboration de dossiers techniques de travaux publics et/ou supervision de travaux publics » dans le cadre du développement des actions commerciales sur le Pérou, et de la modification de l'article 2 des Statuts - Approbation des comptes de l'exercice 2016 et affectation du résultat en report à nouveau après présentation du rapport de gestion et des rapports du commissaire aux comptes - Approbation du procès-verbal de l'AG du 17/06/2016.
CA ⁽⁴⁾	09/06/2017	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption du procès-verbal du CA du 09/12/2017 - Présentation des comptes de l'exercice 2016, proposition d'affectation du résultat - Proposition d'adoption d'extension de l'objet social de la société à « l'élaboration de dossiers techniques de travaux publics et/ou supervision de travaux publics » dans le cadre du développement des actions commerciales sur le Pérou - Point sur la situation de la filiale Gertrude Algérie EURL (abandon de créance) - Adoption du texte d'accord d'intéressement pour les exercices 2017 à 2019 (renouvellement) - Présentation des perspectives d'avenir 2017 - Adoption de l'ordre du jour de la prochaine AG Mixte.

- (1) AGO Assemblée générale ordinaire
- (2) AGE Assemblée générale extraordinaire
- (3) AGM Assemblée générale mixte (AGO et AGE)
- (4) CA Conseil d'administration

II - RELATIONS CONTRACTUELLES AVEC BORDEAUX METROPOLE

2.1 Documents contractuels

Trois conventions, dont les effets sont supérieurs à un an, doivent être mentionnées par ordre d'importance.

1. Contrat d'adaptation de logiciels de régulation et micro-régulation des carrefours à feux dans le cadre de la gestion centralisée de la circulation

-Date de notification Mars 2017

-Nature du contrat Marché négocié sans mise en concurrence (à bons de commande)

-Durée et montant 1 an de mars 2017 à mars 2018, reconductible 3 fois pour un montant total des commandes allant de 100 000 € à 2 000 000 € HT.

-Contenu du marché GERTRUDE S.A.E.M. peut assurer les prestations suivantes :

- * Recueils de données et d'antériorités ; examen de performances ;
- * Réalisations d'avant-projets et de projets de régulation ; exécution de projets de régulation ; contrôle et optimisation de la régulation ;
- * Réalisation et mise à jour des documentations techniques ;
- * Examens de performances et de besoins fonctionnels ; définition de spécifications techniques, de codage logiciel ;
- * Réalisation des cahiers de recettes et des recettes elles-mêmes ;
- * Formation et assistance technique des utilisateurs.

2. Contrat de maintenance des logiciels du Poste Central de gestion du trafic de Bordeaux Métropole

-Date de notification 11/06/2015

-Nature du contrat Marché négocié sans mise en concurrence (à bons de commande)

-Durée et montant 1 an du 11/06/2015 au 10/06/2016, reconductible 3 fois pour un montant total annuel des commandes de 50 000 € HT

-Contenu du marché GERTRUDE S.A.E.M. assure la maintenance des logiciels du poste de gestion du trafic de Bordeaux Métropole.

3. Contrat de location des bureaux du siège social situé au 1er étage du bâtiment du 9 rue de Ségur à BORDEAUX

-Date de notification 01/01/2012

-Nature du contrat Contrat administratif

-Propriétaire Bordeaux Métropole

-Durée et montant 9 ans à compter du 01/01/2012 soit jusqu'au 31/12/2020 pour un montant de loyer de 48 200 € HT par an (sans les frais de ménage) révisé annuellement en fonction des variations de l'indice INSEE du coût de la construction (valeur 4^{ème} trimestre de l'année).

2.2 Exécution des contrats Bordeaux Métropole / GERTRUDE S.A.E.M.

Le chiffre d'affaires généré par les contrats n°1 et 2 passés avec Bordeaux Métropole est plutôt stable puisqu'il s'est élevé à 664 K€ HT en 2017 contre 689 K€ HT en 2016.

III - SITUATION FINANCIERE DE GERTRUDE S.A.E.M.

3.1 Rappel de l'activité de la société GERTRUDE S.A.E.M.

Créée en 1981 sous la forme d'une société anonyme d'économie mixte, la société GERTRUDE S.A.E.M. développe et assure l'exploitation technique et commerciale de son système de régulation du trafic urbain « Gertrude Temps Réel », dont les bases techniques ont été inventées, dès le début des années 1970, par les services communautaires de Bordeaux.

En répondant seule, ou en partenariat avec des entreprises françaises ou étrangères, la société GERTRUDE S.A.E.M. vend des solutions techniques de régulation de trafic urbain ainsi que leur suivi d'exploitation, et ceci en France et à l'étranger. A ce jour, **17¹ sites** en France et **10²** à l'étranger, sont équipées des solutions et du système Gertrude.

Depuis sa création, le contrat le plus régulier et structurant de la société était celui passé avec Bordeaux Métropole. Il représentait plus d'un tiers du chiffre d'affaires. Pour compenser l'arrêt de l'exploitation du système central de La Cub en 2010, la société a engagé des actions pour développer les activités « métier » à forte valeur ajoutée. L'activité commerciale se concentre aujourd'hui, sur la conquête de nouveaux marchés en France et à l'étranger et sur le maintien des activités de gestion des déplacements urbains (extensions tramway) conclues avec Bordeaux Métropole.

3.2 Les principaux chiffres de l'année 2017

3.2.1 Le compte de résultat

3.2.1.1 Le chiffre d'affaires

En K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2016/2017		
									Var. Val.	Var. %	
Contrats - Bordeaux Métropole	993	668	484	310	190	722	689	664	-	25	-4%
Contrats d'exploitation et de maintenance	548	417	358	346	452	458	589	553	-	36	-6%
Activité de projets	2 982	2 736	2 574	3 427	2 563	1 834	1 837	1 822	-	15	-1%
Total chiffre d'affaires	4 523	3 820	3 415	4 083	3 205	3 014	3 116	3 040		-76	-2%
Dont export	269	844	825	843	940	586	744	383		-361	-49%
Export en % du CA	6%	22%	24%	21%	29%	19%	24%	13%			
Niveau de dépendance	22%	17%	14%	8%	6%	24%	22%	22%			

Pour rappel, le chiffre d'affaires avait subi un fléchissement significatif entre 2010 et 2015 (- 33 %). La raison principale de cette érosion était l'arrêt de l'exploitation du système central de la Cub en mai 2010, qui représentait un tiers du chiffre d'affaires.

Après une hausse sensible entre 2015 et 2016 (+ 3 %), le chiffre d'affaires qui s'élève à 3 040 K€ en 2017, recule légèrement, de 2 % par rapport à l'exercice 2016. Néanmoins, il reste au-dessus du seuil de 3 M€.

GERTRUDE S.A.E.M. a maintenu son activité en vivant sur ses acquis tout en restant active sur les marchés représentant des potentiels importants.

Accroître les actions commerciales ainsi que les actions de développement figuraient parmi les missions principales menées par la société au cours de l'exercice 2017.

Par rapport aux actions commerciales, en 2017, GERTRUDE S.A.E.M. a signé deux nouveaux contrats (clients) :

1 Antibes, Bordeaux Métropole, Brive, Caen et Syndicat Départemental de l'Energie du Calvados, Dax, Dunkerque, Le Mans, Mimizan, Mont-de-Marsan, Montpellier, Metz, Reims, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Vincent de Tyrosse, Troyes, Fort-de-France.

2 Alger et Constantine (**Algérie**), Casablanca (**Maroc**), Lisbonne et Porto (**Portugal**), Wroclaw (**Pologne**), Monterrey et Morelia (**Mexique**), Posadas (**Argentine**).

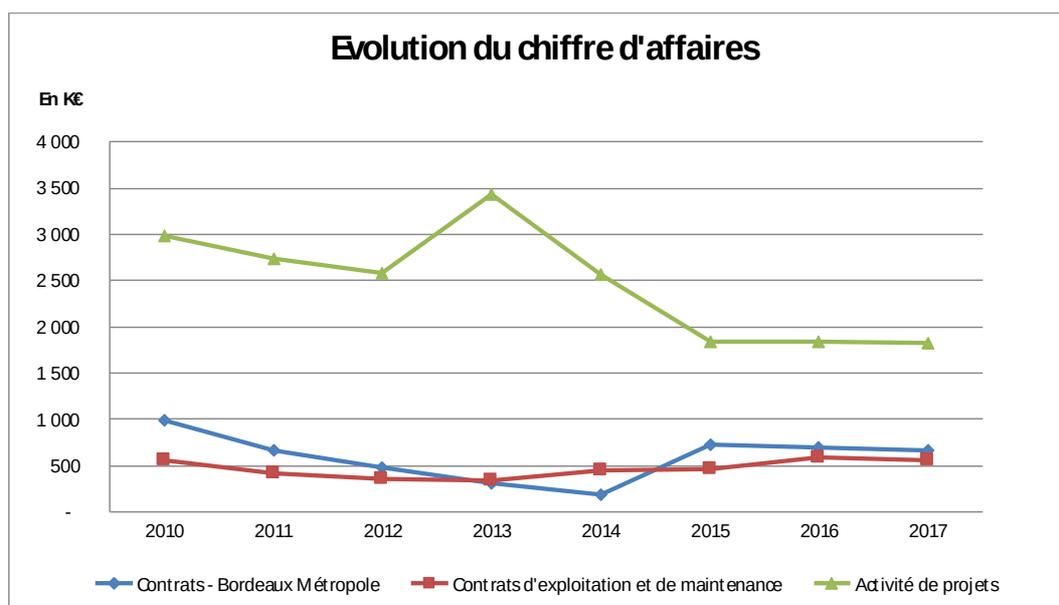
- ✓ Constantine (Algérie) pour l'extension de la ligne de tramway de la ville. Il s'agit d'un contrat quadripartite entre GERTRUDE S.A.E.M., GERTRUDE Algérie EURL, Alstom Transport (France) et Alstom Algérie Spa. D'un montant modéré d'environ 360 K€, ce contrat permet toutefois de donner un souffle supplémentaire à la filiale ;
- ✓ Projet Européen « C-MOBILE » (programme d'innovation sur les véhicules connectés) lancé sur des fonds européens. Le montant est d'environ 180 K€ sur deux ans et demi.

Cependant, l'entreprise n'a pas pu décrocher de nouveaux contrats structurants au cours de l'année.

Quant aux actions de développement, l'entreprise en a déployé deux nouvelles en 2017 :

- o Développement d'une solution "statistique" totalement nouvelle ;
- o Extension de l'interopérabilité du système avec des protocoles de communications « exports ».

Afin de maintenir ses efforts en matière de développements technologiques et d'accroître son potentiel d'innovation, les équipes techniques ont été réorganisées et les ressources renforcées en 2017. En effet, l'éclatement du métier a fait naître des besoins, sur de multiples compétences, néanmoins supérieurs à la capacité de recrutement de la société. Ainsi, une équipe dédiée a été établie, principalement constituée de stagiaires, dont le but est de renforcer le développement d'une part, et d'intégrer ces nouvelles compétences particulières d'autre part. L'entreprise a également fait appel à un développeur web, recruté en contrat à durée déterminée en 2017, qui se transformera en contrat à durée indéterminée fin 2018.



Pour compenser cette perte, la société GERTRUDE S.A.E.M. a développé des « activités de projets », à plus forte valeur ajoutée. Cependant, ces activités sont fortement dépendantes des politiques publiques et un ralentissement des « nouveaux projets villes » est perceptible. C'était le cas notamment pour les années 2014 et 2015, où cette activité était en forte baisse. Depuis 2015, ce chiffre d'affaires est plutôt stable autour de 1,8 M€.

Aussi, la société continue de se positionner sur des marchés à l'étranger, malgré une diminution de la part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger qui varie de 24 % en 2016 à 13 % en 2017. En effet, contrairement aux villes françaises qui génèrent des activités régulières, à l'export, les villes n'ont pas la même constance dans le soutien des projets.

Par ailleurs, la société poursuit le renforcement de ses relations avec Bordeaux Métropole, avec laquelle elle a étendu ses activités en 2015 (extension tramway et priorités bus). Elle a ainsi plus que triplé son chiffre d'affaires avec Bordeaux Métropole entre 2014 et 2015. Néanmoins il accuse une légère baisse depuis 2015, et il s'élève à 664 K€ en 2017 (- 4 % par rapport à 2016). Le niveau de dépendance par rapport à la Métropole, c'est-à-dire la part du chiffre d'affaires issu des contrats passés avec Bordeaux Métropole, est stable à 22 % en 2017.

3.2.1.2 Les autres postes du compte de résultat

En K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2016/2017	
									Var. Val.	Var. %
Chiffre d'affaires	4 523	3 820	3 415	4 070	3 205	3 014	3 116	3 040	76	-2%
Reprise sur amortissements et provisions/ transferts de charges	78	41	69	19	121	152	17	216	199	1201%
Total Produits d'exploitation	4 600	3 861	3 484	4 089	3 326	3 166	3 132	3 255	123	4%
Variation de stocks	360	107	202	- 133	106	75	27	6	- 22	-79%
Achats et charges externes	1 828	1 327	814	1 870	1 045	1 054	883	917	34	4%
Impôts et taxes	110	82	80	83	91	63	54	51	- 3	-6%
Masse salariale	2 250	1 887	1 838	1 859	1 749	1 670	1 506	1 510	4	0%
Autres charges	-	1	-	4	1	4	1	118	118	20576%
Dotations aux amortissements et provisions	27	203	43	21	104	83	171	37	- 134	-78%
Total Charges d'exploitation	4 575	3 607	2 977	3 704	3 096	2 949	2 642	2 640	- 2	0%
Résultat d'exploitation	25	254	507	385	230	217	490	616	125	26%
Résultat financier	- 125	- 81	- 43	- 5	12	4	- 0	- 7	- 6	2221%
Résultat exceptionnel	13	3	- 59	- 12	- 12	- 4	- 3	- 1	3	-76%
Impôts sur les sociétés / participation	- 190	45	160	130	68	321	38	56	19	50%
Résultat comptable	103	131	245	238	162	538	449	552	103	23%
Marge brute	3 120	3 246	3 096	3 068	2 732	2 594	2 799	2 718	- 81	-3%

Les charges d'exploitation s'élèvent à 2 640 K€ et sont stables (- 2 K€) par rapport à l'année précédente.

Il s'agit d'une stagnation faciale puisque nous pouvons néanmoins relever d'importantes évolutions au sein des charges d'exploitation :

- diminution des dotations aux amortissements et provisions de 78 % (- 134 K€) par rapport à l'année précédente, liée majoritairement à la réduction de la dotation à la dépréciation de la créance client de 128 K€, (notamment celle du client Fort-de-France pour - 78 K€) ;
- explosion des autres charges de 118 K€ par rapport à l'année précédente, expliquée par des pertes sur créances irrécouvrables de 116 K€ : il s'agit de créances très anciennes datant pour certaines de 2001 (Semex pour 93 K€ et Carris pour 23 K€) ;
- et un effort sur la gestion des en-cours de stock (- 22 K€), réalisé au travers de la revente d'une partie du stock.

Par ailleurs, conformément à l'approbation signifiée par le Conseil d'administration du 8 avril 2015, la société, accompagnée par un cabinet de conseil, a entrepris des démarches pour valoriser ses activités de développement et d'innovation et bénéficier d'un crédit d'impôt recherche. Sur l'année 2015, cette démarche avait permis de dégager un crédit d'impôt de 390 K€ au titre des exercices 2013, 2014 et 2015. Sur les exercices suivants, cette démarche a été poursuivie et a permis de dégager à nouveau un crédit d'impôt de 172 K€ en 2016 et 171 K€ en 2017.

Grâce à des charges d'exploitation stables face à des produits d'exploitation en hausse de 4 % (+ 123 K€), le résultat d'exploitation s'élève à 616 K€ et augmente fortement de 26 % (+ 125 K€), par rapport à l'exercice précédent.

De par un résultat financier négatif de 7 K€ (nul en 2016), et un impôt sur les bénéfices supérieur de 25 K€ par rapport à 2016, le résultat comptable atteint 552 K€. Néanmoins, il est en hausse de 23 % par rapport à l'exercice précédent (449 K€) et il convient de noter que c'est le bénéfice net enregistré le plus élevé de toute la vie de la société, créée en 1981. Par ailleurs, il s'agit également du 8^{ème} exercice positif consécutif et c'est également une première pour l'entreprise.

La marge brute, obtenue en retranchant du chiffre d'affaires les variations de stock et les charges de sous-traitance directe, est de 2 718 K€. Elle s'est légèrement détériorée de 3 % (- 81 K€) et la valeur ajoutée de l'entreprise diminue de 4 %.

3.2.2 Le bilan

En K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2016/2017	
Actif immobilisé net	22	27	31	39	41	39	42	34	-20%	8
Stocks	403	296	94	214	108	33	6	0	-100%	6
Créances clients	1 972	1 361	1 547	841	916	779	1 028	858	-17%	171
Autres créances et charges constatées d'avance	401	278	140	168	279	580	491	412	-16%	79
Disponibilités	189	363	1 164	1 914	2 429	2 811	2 950	3 612	22%	662
TOTAL ACTIF	2 986	2 325	2 976	3 176	3 773	4 241	4 517	4 915	9%	398
CAPITAUX PROPRES	862	993	1 238	1 475	1 637	2 175	2 625	3 177	21%	552
Capital social	595	595	595	595	595	595	595	595	0%	0
Réserves	114	114	114	114	114	114	114	114	0%	0
Report et résultat de l'exercice	153	284	529	766	928	1 466	1 916	2 468	29%	552
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7	4	13	14	6	8	10	15	48%	5
DETTES	2 117	1 328	1 725	1 687	2 130	2 058	1 882	1 723	-8%	159
Emprunts et dettes financières	194	0	0	0	0	0	13	45	246%	32
Comptes courants associés	4	4	4	4	4	4	4	4	5%	0
Dettes fournisseurs	813	225	127	334	229	262	250	263	5%	13
Autres dettes et produits constatés d'avance	1 106	1 099	1 594	1 349	1 897	1 792	1 615	1 411	-13%	205
TOTAL PASSIF	2 986	2 325	2 976	3 176	3 773	4 241	4 517	4 915	9%	398
FONDS DE ROULEMENT	1 038	970	1 211	1 440	1 600	2 140	2 600	3 193	23%	593
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	849	607	47	-474	-829	-670	-350	-419	-20%	69
TRESORERIE	189	363	1 164	1 914	2 429	2 810	2 950	3 611	22%	662
RATIO DE SOLVABILITE	1,21	1,51	1,65	1,73	1,70	2,03	2,37	2,83	19%	0,46

Les principales évolutions de l'actif proviennent de :

- la forte augmentation des disponibilités (+ 662 K€ soit + 22 %) : elles s'élèvent à 3,6 M€ fin 2017 (dont 0,7 M€ de valeurs mobilières de placement) contre 3 M€ fin 2016 ;
- la baisse des créances clients à hauteur de 171 K€ soit - 17 % ; après une croissance importante entre 2015 et 2016 expliquée par des décalages de facturation, le niveau des créances clients retrouve un montant qui reste élevé mais contrôlé. Par ailleurs, le poste de clients douteux et litigieux en valeur nette (montant déprécié de la provision) s'amenuise fortement de 60 % en passant de 80 K€ en 2016 à 32 K€ en 2017 ;
- la disparition des stocks aboutissant ainsi à un solde nul : le stock constaté à fin 2016 était uniquement consacré au marché du tramway d'Alger et il a ainsi été totalement consommé sur l'exercice 2017.

Le montant des créances fiscales et sociales reste élevé en conséquence de la démarche de valorisation des activités de développement donnant droit au crédit impôt recherche.

Quant au passif, son évolution est principalement la conséquence de la progression des capitaux propres qui représentent 65 % du total du bilan contre 58 % l'exercice précédent. Ils sont en effet en augmentation constante (+ 552 K€ soit + 21 %) du fait des résultats positifs successifs de ces huit dernières années, et placés en report. Cette évolution est la résultante, d'une part des activités opérationnelles et, d'autre part, du processus de valorisation des activités d'innovation et de développement au travers du dispositif Crédit impôt recherche (CIR).

Les autres postes du passif sont en ligne avec les années précédentes.

Il convient de noter que l'entreprise détient toujours, et ce depuis plusieurs années, une part importante de dettes sociales dues à des retards de prises de congés payés du personnel. A la date de clôture, ces dettes, qui s'élèvent à plus de 441 K€, connaissent une légère hausse par rapport à l'exercice précédent (+ 7 %). Elles représentent le plus gros poste des dettes fiscales et sociales qui s'élèvent à 927 K€. Les produits constatés d'avance (399 K€) correspondent à des facturations anticipées sur deux contrats principalement (Fort-de-France et Monterrey).

L'ensemble des ratios (besoin en fonds de roulement, trésorerie, ratio de solvabilité) évoluent dans un sens positif, à savoir que la société a la capacité de subvenir à ses besoins court terme. Leur évolution, sur les huit dernières années, montre l'effet positif du plan d'économie qui a été mis en place au cours des années 2010 et 2011 lorsque la société rencontrait des difficultés financières.

3.3 Les perspectives 2018

Au jour de la rédaction du rapport de gestion, le carnet de commande est légèrement en dessous des objectifs pour 2018. En effet, GERTRUDE S.A.E.M. n'a pas enregistré de nouveau client depuis le début de l'année 2018. Néanmoins, de nombreux « dossiers commerciaux » sont ouverts, au jour de la rédaction de ce rapport.

Le résultat net prévisionnel de 2018 s'élève à 237 K€.

A ce jour, les prévisions initiales de l'exercice 2018, établies en février 2018, sont conformes au réalisé.

Le marché français affiche une ambivalence avec des activités historiques de régulation en baisse, face à une future activité « Smart city » et un marché de solutions innovantes qui ne sont pas encore mûrs. Il convient de noter également que les projets potentiels en France continuent à connaître une phase de fléchissement du fait des restrictions budgétaires des finances publiques mais également du fait de la pression de la concurrence toujours plus accrue.

Cependant, le développement technologique de l'entreprise doit se poursuivre pour étendre l'offre commerciale et confirmer son positionnement dans l'ère de la « Smart city » malgré le niveau élevé des investissements nécessaires pour y faire face.

En revanche, l'export reprend de l'ampleur. L'action sur la prospection à l'international est nécessaire pour décrocher de nouveaux contrats. Les cibles export de la société pour les années 2018 et 2019 sont nombreuses en Amérique latine (notamment le Pérou qui représente un gros potentiel, Mexique) et significatives au Maghreb, en Pologne, dans trois pays d'Europe de l'est et en Inde. Il convient de noter que le groupe Thales a fait appel à GERTRUDE S.A.E.M. suite à un nouveau lancement d'appel d'offres pour le marché de Casablanca (marché d'appel d'offres perdu par Gertrude en 2015). GERTRUDE S.A.E.M. et Thales travaillent ensemble sur ce projet qui est en phase de pré-qualification.

Le renforcement de l'activité commerciale demeure une priorité, avec deux axes majeurs :

- 1) Le développement des activités de projets ;
- 2) Le renforcement des projets avec Bordeaux Métropole. Pour 2018 et 2019, un des objectifs de la société sera de s'intégrer dans « le plan d'urgence mobilité de la métropole bordelaise ». En effet, il est nécessaire de passer à la vitesse supérieure, et cela en collaboration avec la Métropole, ses relations internationales et la Ville de Bordeaux.

Des ressources et des moyens supplémentaires sont nécessaires. Deux collaborateurs sont en cours de recrutement dans le domaine informatique (l'un pour décembre 2018 et l'autre pour janvier 2019).

L'année 2018 est caractérisée par un retour fortement marqué à l'investissement et à l'innovation, avec notamment la projection de dépôt d'un brevet industriel d'invention.

Par ailleurs, un partenariat avec l'école ENSEIRB-MATMECA (Ecole nationale supérieure d'électronique, informatique, télécommunications, mathématique et mécanique) de Bordeaux a été mis en place en septembre 2018, par le biais d'une convention de mécénat pour une durée de cinq ans. C'est une école d'ingénieurs publique, formant des ingénieurs à fortes compétences scientifiques et techniques, prêts à répondre aux grands enjeux du monde numérique.

Le but de ce partenariat est de développer des projets communs (pour exemple, un projet de la Métropole en cours : expérimentation de la mobilité urbaine aérienne, c'est-à-dire le transport par drones de marchandises et de personnes en ville), avoir accès à des compétences et trouver des ressources.

Les exigences en termes de documentations, justifications ou démonstrations représentent de plus en plus de temps passés à l'exécution des contrats et pas toujours valorisables financièrement. En conséquence, les marges sortantes demeurent toujours plus faibles qu'autrefois.

Enfin, le sujet de la modification de l'actionariat est toujours d'actualité mais moins pressant, conformément au souhait de la Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes, d'une part, et EXPANSO Holding, d'autre part, de céder leurs parts. Pour rappel, le conseil d'administration du 30 mai 2016 a missionné le Président et le Directeur général délégué pour rencontrer les actionnaires de GERTRUDE S.A.E.M. et engager des négociations avec la Caisse des dépôts et consignations pour le rachat des actions. Un portage momentané de titres par Bordeaux Métropole pourrait être mis en place.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir prendre acte du rapport présenté par les administrateurs représentants Bordeaux Métropole au sein du Conseil d'administration de la S.A.E.M GERTRUDE, au titre de l'exercice 2017.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées – Communication effectuée.

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 21 décembre 2018

<p>REÇU EN PRÉFECTURE LE : 26 DÉCEMBRE 2018</p> <p>PUBLIÉ LE : 26 DÉCEMBRE 2018</p>	<p>Pour expédition conforme, le Vice-président,</p> <p>Monsieur Patrick PUJOL</p>
---	---

GERTRUDE SAEM - Fiche d'identité actualisée le 09/11/2018

Identité	G.E.R.T.R.U.D.E. - S.A.E.M.	Gestion Electronique de Régulation en Temps Réel pour l'Urbanisme, les Déplacements et l'Environnement
		Société anonyme d'économie Mixte
Activités		Etudes, développement, commercialisation du produit Gertrude et maintenance des sites
Directeur général délégué	M. Eric FRANCERIES	Corr. Melle Marie-Hélène LAVEAU
Siège social		9, rue de Ségur 33000 Bordeaux
Tél. / Fax / E-mail		05 56 99 30 22 / 05 56 24 48 89 / mhlaveau@gertrude.fr
Date d'enregistrement au RCS		De Bordeaux, le 05/08/1981
Durée		Prorogation de 60 ans de la durée de la société à compter de 2011 (selon les statuts de novembre 2004) à dater de son enregistrement au RCS

Capital social et répartition

En €

	MONTANT	%	Actions	Sièges	Représentants au CA	Représentants Bordeaux Métropole aux A.G.
Bordeaux Métropole	303 221,10	51,0%	1 530	6	Mme CHABBAT M. P. LOTHAIRE (v.prés) M. B. LE ROUX (président) M. J. GUICHOUX M. E. MARTIN M. JP. TURON	M. J. GUICHOUX (tit.) M. JP. TURON (sup.)
Bordeaux	41 619	7,0%	210	1	M. JL. DAVID	
Mérignac	41 619	7,0%	210	1	M. J. GIRARD	
Total Collectivités	386 458	65,0%	1 950	8		
Lacroix Signalisation (**)	69 364	11,7%	350	1	M. P. POINSIGNON (*)	
Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes	50 537	8,5%	255		M. JF PAILLISSÉ (représentant aux AG)	
CCIB	41 619	7,0%	210	1	M. JD. CAILLET	
Expanso Holding	5 946	1,0%	30	1	M. JL MINET	
Veolia Transdev	17 837	3,0%	90		M. S. DECREUS (représentant aux AG)	
Auto Club du Sud Ouest (ACSO)	14 864	2,5%	75		M. C. EXPERT (représentant aux AG)	
Keolis SA	5 946	1,0%	30		M. JP FARANDOU (représentant aux AG)	
Féd. Ntle des Tpts de Voyageurs	1 982	0,3%	10		Pas de représentant car plus d'adhérent "voyageurs"	
Total Autres Organismes	208 093	35,0%	1 050	3		
TOTAL GENERAL	594 551	100%	3 000	11		

Valeur nominale de l'action : 198,18 €

* Par acte en date du 26 février 2016, devenu définitif le 26 mars 2016, la société Lacroix Signalisation a absorbé par voie de transmission universelle de patrimoine, sa filiale à 100 % la Société des Signalisations. Elle a nommé Monsieur P. Poinسیون comme représentant permanent auprès de la société GERTRUDE SAEM.

Principaux chiffres

(en K€)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
CAPITAUX PROPRES	1 238	1 475	1 637	2 175	2 625	3 177
CHIFFRE D' AFFAIRES	3 415	4 083	3 205	3 014	3 116	3 040
RESULTAT net	245	238	162	538	449	552
MASSE SALARIALE	1 838	1 859	1 749	1 670	1 506	1 510
NB SALARIES moyen	27	26	25	23	22	22
Nbre villes clientes	22	24	24	25	25	27
En France	16	14	14	17	17	17
A l'étranger	6	10	10	8	8	10

Documents contractuels sur plus d'un an

- Contrat d'adaptation de logiciels de régulation et micro-régulation des carrefours à feux de mars 2017 (fin de contrat maximum mars 2021)
- Contrat de maintenance des logiciels du poste central de gestion de trafic du 11.06.2015 (fin de contrat maximum juin 2019)
- Contrat de bail des locaux du siège social immeuble CUB/Gertrude durée 9 ans (fin de contrat Déc. 2020).

Commissaire aux comptes : KPMG Audit Sud-Ouest, Rue Carmin, 31676 LABEGE CEDEX, représenté par Franck Cournot
 Expert Comptable : Cabinet CAGEC AUDIT, 68 Cours Marc Nouaux, 33000 Bordeaux, représenté par Mme Valérie LAGRANGE-ADER
 Notaires : Me D. Chambarière, 8 cours de Gourgue, 33000 Bordeaux
 Me E. Amesén, 2 avenue du Jeu de Paume, 33200 Bordeaux
 Conseil juridique : FIDAL, Le Montesquieu, 19 av. Prés. JF. Kennedy, BP 330, 33695 Mérignac Cedex



KPMG AUDIT SUD-OUEST
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51
Site Internet : www.kpmg.fr

GERTRUDE SAEM

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

GERTRUDE SAEM

9 rue de Ségur - 33000 Bordeaux

Ce rapport contient 27 pages

KPMG Audit Sud-Ouest,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Toulouse.

Siège social :
KPMG Audit Sud-Ouest
224 Rue Carmin
31676 Labège Cedex
Capital : 200 000 €
Code APE 6920Z
512 802 588 R.C.S. Toulouse
TVA Union Européenne
FR 95 51 28 02 588



KPMG AUDIT SUD-OUEST
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51
Site internet : www.kpmg.fr

GERTRUDE SAEM

Siège social : 9 rue de Ségur - 33000 Bordeaux
Capital social : € 594.551

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GERTRUDE SAEM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

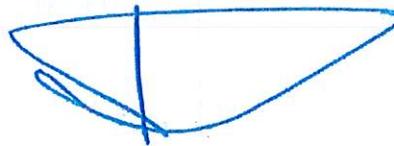
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 12 juin 2018

KPMG Audit Sud-Ouest



Franck Cournut
Associé

BILAN ACTIF

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

ACTIF	Valeurs au 31/12/17			Valeurs au 31/12/16
	Val. Brutes	Amort. & dépréc.	Val. Nettes	
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	47 110,94	47 110,94		1 428,97
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages industriels	11 150,76	11 150,76		
Autres immobilisations corporelles	242 408,43	227 766,69	14 641,74	11 694,42
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	37 208,21	22 026,82	15 181,39	15 134,29
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 439,22	10 445,00	3 994,22	14 061,22
TOTAL (I)	352 317,56	318 500,21	33 817,35	42 318,90
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				5 874,00
Avances et acomptes versés sur commandes	3 393,44		3 393,44	267,58
Créances				
Clients (3)	684 486,42		684 486,42	771 012,52
Clients douteux, litigieux (3)	292 268,28	260 487,67	31 780,61	79 545,36
Clients Factures à établir (3)	137 757,70		137 757,70	177 417,75
Personnel et comptes rattachés (3)				
Créances fiscales et sociales (3)	332 902,10		332 902,10	349 072,20
Groupe et associés (3)	1 853,67	1 853,67		
Débiteurs divers (3)	20 720,00		20 720,00	33 570,00
Capital souscrit - appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	651 394,44	319,60	651 074,84	649 910,80
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 960 695,48		2 960 695,48	2 300 378,38
Charges constatées d'avance (3)	43 884,21		43 884,21	97 526,81
TOTAL (II)	5 129 355,74	262 660,94	4 866 694,80	4 464 575,40
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)	14 798,20		14 798,20	10 340,59
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	5 496 471,50	581 161,15	4 915 310,35	4 517 234,89

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an (brut)

BILAN PASSIF

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

PASSIF	Valeurs au 31/12/17	Valeurs au 31/12/16
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 0)	594 551,17	594 551,17
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale	59 455,12	59 455,12
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835,05	54 835,05
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 916 028,86	1 466 652,58
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	552 340,00	449 376,28
SITUATION NETTE	3 177 210,20	2 624 870,20
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	3 177 210,20	2 624 870,20
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (I) Bis		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	14 798,20	10 340,59
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	14 798,20	10 340,59
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	45 022,90	12 850,00
Emprunts et dettes financières diverses (3)	4 230,60	4 230,60
Groupe et associés	64 496,25	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	83 607,31	142 911,71
Fournisseurs	115 391,79	106 659,62
Fournisseurs, factures non parvenues	927 304,79	856 803,05
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	79 617,89	78 378,17
Autres dettes		
Instruments de trésorerie	398 598,20	676 723,78
Produits constatés d'avance	1 718 269,73	1 878 556,93
TOTAL (III)	5 032,22	3 467,17
Écarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	4 915 310,35	4 517 234,89
(1) Dont à plus d'un an	45 022,90	12 850,00
(1) Dont à moins d'un an	1 673 246,83	1 863 707,00
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

COMPTES DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

	Du 01/01/17 Au 31/12/17	Du 01/01/16 Au 31/12/16	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises <i>dont à l'exportation :</i>				
Production vendue (biens et services) <i>dont à l'exportation : 383 012,33</i>	3 039 763,15	3 115 872,86	-76 109,71	-2,44
Montant net du chiffre d'affaires	3 039 763,15	3 115 872,86	-76 109,71	-2,44
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	215 677,49	16 582,61	199 094,88	
Autres produits	23,74	14,92	8,82	59,12
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 255 464,38	3 132 470,39	122 993,99	3,93
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks	5 874,00	27 377,00	-21 503,00	-78,54
Autres achats et charges externes	917 354,80	882 934,75	34 420,05	3,90
Impôts, taxes et versements assimilés	51 101,63	54 131,89	-3 030,26	-5,60
Salaires et traitements	1 039 907,67	1 027 666,92	12 240,75	1,19
Charges sociales	469 606,15	477 842,45	-8 236,30	-1,72
Dotations aux amortissements et dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	9 051,62	15 320,45	-6 268,83	-40,92
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	28 150,98	156 058,58	-127 907,60	-81,96
Dotations aux provisions				
Autres charges	118 466,47	588,20	117 878,27	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	2 639 513,32	2 641 920,24	-2 406,92	-0,09
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	615 951,06	490 550,15	125 400,91	25,56
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Perte ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMpte DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE (SUITE)

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

	Du 01/01/17 Au 31/12/17	Du 01/01/16 Au 31/12/16	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation (3)				
Autres valeurs mobilières et créances d'actif immo(3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	11 105,59	12 855,82	-1 750,23	-13,61
Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges	972,59	2 311,71	-1 339,12	-57,93
Différences positives de change		8,18	-8,18	-100,00
Produits nets sur cessions de val.mob. de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	12 078,18	15 175,71	-3 097,53	-20,41
Charges financières				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions	14 916,83	8 139,95	6 776,88	83,25
Intérêts et charges assimilées(4)	2 541,04	2 550,10	-9,06	-0,36
Différences négatives de change	1 138,70	4 794,58	-3 655,88	-76,25
Charges sur cessions de valeurs mob. de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)	18 596,57	15 484,63	3 111,94	20,10
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	-6 518,39	-308,92	-6 209,47	
RÉSULTAT COURANT avr impôts (I-II+III-IV+V-VI)	609 432,67	490 241,23	119 191,44	24,31
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	806,67	3 330,95	-2 524,28	-75,78
Sur opérations en capital				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	806,67	3 330,95	-2 524,28	-75,78
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-806,67	-3 330,95	2 524,28	75,78
Participation des salariés aux résultats (IX)	55 336,00	64 219,00	-8 883,00	-13,83
Impôt sur les bénéfices (X)	950,00	-26 685,00	27 635,00	103,56
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	3 267 542,56	3 147 646,10	119 896,46	3,81
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 715 202,56	2 698 269,82	16 932,74	0,63
Bénéfice ou Perte	552 340,00	449 376,28	102 963,72	22,91

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2017 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par les règlements N° 2015-06 du 23 novembre 2015 et N° 2017-03 du 3 novembre 2017.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	10 ans
- Matériels et outillages industriels	entre 2 & 5 ans
- Matériel de transport	entre 2 & 4 ans
- Matériel de bureau	entre 3 & 5 ans
- Frais de recherches & dvpt	entre 1 & 2 ans
- Frais de logiciel	1 an

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les travaux en cours sont valorisés selon la méthode de l'avancement, dans le cadre de contrats à long terme.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision est constituée lorsque certaines difficultés de recouvrement se présentent.

Opérations à long terme

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

Les opérations à long terme sont comptabilisées selon le mode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires afférent aux contrats à long terme est déterminé en fonction du pourcentage d'avancement de l'opération. Ce pourcentage est fonction du rapport entre les coûts des travaux et services exécutés à la date de clôture et le total des coûts d'exécution prévisionnels à terminaison du contrat.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

CADRE A	IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d'exercice	Augmentations		
			suite à réévaluation	acquisitions	
INCORPOR.	Frais d'établissement, de recherche et de développement TOTAL I				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II	47 110,94			
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Instal.géné., agencés & aménagés const.			
	Installations techniques, matériel & outillage indust.	11 150,76			
	Autres immos corporelles	Instal. gén., agencés & aménagés divers	2 866,00		
		Matériel de transport	54 269,21		
Matériel de bureau & info., mobilier		174 703,25		10 569,97	
Emballages récupérables & divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	TOTAL III	242 989,22		10 569,97	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés	37 208,21			
	Prêts et autres immobilisations financières	14 061,22		378,00	
	TOTAL IV	51 269,43		378,00	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		341 369,59		10 947,97	

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation léga Valeur d'origine	
		par virt poste	par cessions			
INCORPOR.	Frais d'éts, de recherche & de dével. TOTAL I					
	Autres postes d'immob. incorporelles TOTAL II			47 110,94		
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Ins. gal. agen. amé. cons				
	Inst.tech., mat. outillage indust.			11 150,76		
	Autres immos corporelles	Ins. gal. agen. amé. div.			2 866,00	
		Matériel de transport			54 269,21	
Mat.bureau, info., mob.				185 273,22		
Emballages récup. div.						
Immos corporelles en cours						
Avances et acomptes						
	TOTAL III			253 559,19		
FINANCIERES	Part. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés			37 208,21		
	Prêts & autres immob. financières			14 439,22		
	TOTAL IV			51 647,43		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)				352 317,56		

AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement TOTAL					
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		45 681,97	1 428,97		47 110,94
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
Inst. techniques matériel et outill. industriels		11 150,76			11 150,76
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén. div	2 285,55	286,60		2 572,15
	Matériel de transport	47 895,40	3 762,26		51 657,66
Mat. bureau et informatique, mob. Emballages récupérables divers		169 963,09	3 573,79		173 536,88
TOTAL		231 294,80	7 622,65		238 917,45
TOTAL GENERAL		276 976,77	9 051,62		286 028,39

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements TOTAL							
Immob. incorporelles TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techniques mat. et outill.							
Immo. corpor.	Inst. gales, agenc. am divers						
	Mat. transport						
Mat. bureau mobilier							
Emballages récup. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							
CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

PROVISIONS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers					
	Provisions pour investissements					
	Provisions pour hausse des prix					
	Amortissements dérogatoires					
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>					
	Pour prêts d'installation					
	Autres provisions réglementées					
	TOTAL I					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges					
	Prov. pour garanties données aux clients					
	Prov. pour pertes sur marchés à terme					
	Provisions pour amendes et pénalités					
	Provisions pour pertes de change					
	Prov. pour pensions et obligations similaires					
	Provisions pour impôts					
	Prov. pour renouvellement des immobilisations					
	Prov. pour gros entretien et grandes réparations					
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	10 341,00	4 471,83	14,22	14 798,61		
	TOTAL II	10 341,00	4 471,83	14,22	14 798,61	
Provisions pour dépréciation	/ immobilisations	- incorporelles				
		- corporelles				
		- Titres mis en équivalence				
		- titres de participation	22 073,92		47,10	22 026,82
		- autres immobs financières		10 445,00		10 445,00
	Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients	441 411,07	28 150,98	209 074,38	260 487,67		
Autres provisions pour dépréciation	3 085,00		911,27	2 173,73		
	TOTAL III	466 569,99	38 595,98	210 032,75	295 133,22	
TOTAL GENERAL (I + II + III)		476 910,99	43 067,81	210 046,97	309 931,83	
Dont provisions pour pertes à terminaison						
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		28 150,98	209 074,38		
	- financières		14 916,83	972,59		
	- exceptionnelles					
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée						

IMMOBILISATION FINANCIÈRE - LISTE FILIALES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Q. P. du capital détenu en %	Résultat dernier exercice clos
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS				
1. Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)				
GERTRUDE ALGERIE - -	1 037,00		100,00	
2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)				
GERTRUDE AMERICA LATINA - -	3 005,00		10,00	
CONSORTIUM SEMEX - -	2 770,00		50,00	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS				
1. Filiales non reprises en A :				
a. Françaises				
b. Etrangères				
2. Participations non reprises en A :				
a. Dans des sociétés françaises				
b. Dans des sociétés étrangères				

SAEM GERTRUDE
IMMOBILISATION FINANCIÈRE - TABLEAU FILIAL.

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

Informations financières (5)	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital obtenu en %	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des courbons et avoirs donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes de dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)
				Brute	Nette					
Filiales et participations (1)										
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS CI-DESSUS (2) (3)										
1. Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)										
GERTRUDE ALGERIE - -	1 037,00		100,00							
2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)										
GERTRUDE AMERICA LATINA - -	3 005,00		10,00							
CONSORTIUM SEMEX - -	2 770,00		50,00							
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
1. Filiales non reprises au § A :										
a. Filiales françaises										
b. Filiales étrangères										
2. Participations non reprises au § A :										
a. Dans des sociétés françaises										
b. Dans des sociétés étrangères										

- (1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).
(2) Dans la mesure où l'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société entraine à la publication. Lorsque la société a recours à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).
(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.
(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.
(5) Mentionner au pied du tableau la part en Euro et les autres devises.
(6) Dans la monnaie locale d'opération.
(7) En cas de l'application de l'article 1033 du Code de Commerce pour présenter ses comptes.
(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.
(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.
(10) Si l'année d'un exercice dans la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

ACTIF CIRCULANT - CRÉANCES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			14 439,22
	Autres immobilisations financières	14 439,22		
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	292 268,28	292 268,28	
	Autres créances clients	822 244,12	822 244,12	
	Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	270,10	270,10	
	Impôts sur les bénéfices	311 549,00	311 549,00	
	Etat & autres	20 016,00	20 016,00	
	coll. publiques	1 067,00	1 067,00	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	1 853,67	1 853,67	
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	24 113,44	24 113,44	
Charges constatées d'avance	43 884,21	43 884,21		
TOTAUX		1 531 705,04	1 517 265,82	14 439,22
Renvois (1) (2)	Montant des Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	- Créances représentatives de titres prêtés			
	- Prêts accordés en cours d'exercice			
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

CPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	43 884,21
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	43 884,21

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	445,00
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	137 757,70
Autres créances	1 787,00
Disponibilités	
TOTAL	139 989,70

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Titres composant le capital social au début de l'exercice	3 000,00	198,18
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	3 000,00	198,18

AFFECTATION DU RÉSULTAT

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT <i>(Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)</i>		
Report à nouveau de l'exercice précédent		1 466 652,58
Résultat de l'exercice précédent		449 376,28
Prélèvements sur les réserves		
	Total des prélèvements sur les réserves	
	TOTAL DES ORIGINES	1 916 028,86
Affectations aux réserves	- Réserves légales - Autres réserves	
Dividendes		
Autres répartitions		
Report à nouveau		1 916 029,00
	TOTAL DES AFFECTATIONS	1 916 029,00

TB VAR. CAPITAUX PROPRES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	SOLDE INITIAL	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE FINAL
Capital social	594 551,17			594 551,17
Primes liées au capital social				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Réserve légale	59 455,12			59 455,12
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835,05			54 835,05
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Ecart d'équivalence				
Report à nouveau	1 466 652,58	449 376,28		1 916 028,86
Résultat de l'exercice	449 376,28	552 340,00	449 376,28	552 340,00
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL	2 624 870,20	1 001 716,28	449 376,28	3 177 210,20

ETAT DES DETTES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Gertude SAEM a souscrit le 6 octobre 2016 un contrat d'assurance prospection auprès de la COFACE pour un budget de 300 000 € du 1er septembre 2016 au 31 août 2019 concernant les démarches commerciales de la société au Pérou. La période de remboursement s'étend du 1er septembre 2019 au 31 août 2024. Au cours de l'exercice 2017, la société a perçue 45 022,90 € au titre de cette garantie.

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine cibés de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				45 022,90	
Emprunts & dettes financières divers (1) (2)		45 022,90		45 022,90	
Fournisseurs & comptes rattachés		198 999,10	198 999,10		
Personnel & comptes rattachés		375 494,10	375 494,10		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		303 017,88	303 017,88		
Etat & Impôts sur les bénéfices autres Taxe sur la valeur ajoutée		201 071,73	201 071,73		
collectiv. Obligations cautionnées					
publiques Autres impôts, taxes & assimilés		47 721,08	47 721,08		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés					
Groupe & associés (2)		4 230,60	4 230,60		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		144 114,14	144 114,14		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		398 598,20	398 598,20		
TOTAUX		1 718 269,73	1 673 246,83	45 022,90	
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	(2) Montant divers emprunts, dettes/associés				

CPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	398 598,20
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	398 598,20

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 391,79
Dettes fiscales et sociales	593 273,97
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	79 617,89
TOTAL DES CHARGES À PAYER	788 283,65

CI COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel, présent dans un sous-compte 64.

Au titre de l'exercice clos le 31/12/2017, le CICE s'élève à 25 120 €.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement (art. 244 quater C du CGI).

L'entreprise ne peut utiliser le CICE pour :

- financer une hausse de la part des bénéfices distribués
- augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction.

SAEM GERTRUDE
ENGAGEMENTS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

La société a conclu un contrat d'assurance avec la GAN, couvrant les indemnités de départ à la retraite de ses salariés moyennant une cotisation trimestrielle appelée sur la base des salaires versés.

ENGAGEMENTS DONNÉS

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICI- PATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société	100 000,00					100 000,00
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails						
Contrats de locations financement						
TOTAL (1)	100 000,00					100 000,00
	AUTRES	DIRIGEANTS	PROVISIONS			MONTANT
Engagements en matière de pensions						
TOTAL	100 000,00					100 000,00

ENGAGEMENTS REÇUS

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICI- PATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						
<i>LCL Caution RG marché privé</i>	8 241,43					8 241,43
<i>LCL Garantie directe/marché étranger bonne fin</i>	21 145,53					21 145,53
<i>CIC Cautions marchés étranger garantie exécution</i>	11 239,49					11 239,49
<i>CIC Cautions marchés étranger garanties diverses</i>	11 361,90					11 361,90
<i>CIC Cautions marché privé garantie exécution</i>	264 242,35					264 242,35
<i>CIC Cautions marché privé gar.paiement sous traitant</i>	122 764,22					122 764,22
<i>CIC Garantie sur engagt signature étranger 36 000MAD</i>	3 211,82					3 211,82
TOTAL	442 206,74					442 206,74

LES EFFECTIFS

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

LES EFFECTIFS

	31/12/2017	31/12/2016
Personnel salarié :		
Ingénieurs et cadres	12,00	12,00
Agents de maîtrise	10,00	10,00
Employés et techniciens		
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

CHIFFRE D'AFFAIRES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

VENTILATION DE L'IMPÔT

RÉSULTATS	Résultat avant impôt	Base taxable	I.S.	Résultat après impôt
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	615 951,06	601 176,24	200 392,00	415 559,06
RÉSULTAT FINANCIER	-6 518,39	-5 000,44	-1 667,00	-4 851,39
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-806,67	-270,67	-90,00	-716,67
PARTICIPATIONS DES SALARIÉS	-55 336,00	-64 219,00	-21 406,00	-33 930,00

HONORAIRES COMMISS. AUX CPTEs

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	20 450	25 500
Total	20 450,00	25 500,00

